

## Le 25 mai, pour quoi faire ? Et après ?

### La grande casse sociale continue

Il y a tout juste un an, un grand mouvement de grève reproductible tentait de stopper la réforme des retraites et la décentralisation. Si, dans la rue, dans les assemblées générales les personnels grévistes appelaient à la « grève générale pour le retrait total », les dirigeants des grandes centrales syndicales ont tout fait pour limiter l'ampleur du mouvement. Nous pouvions gagner. Nous devons gagner. C'était sans compter sur un enterrement de première classe, le 12 juin 2003 à Marseille, remplaçant le mouvement de grève par une pétition dont nous n'avons jamais plus entendu parler...

Depuis, le gouvernement a eu les coudées franches pour lancer d'autres réformes : RMA, UNEDIC, statuts des intermittents... De lourdes menaces pèsent d'ores et déjà sur la Sécurité sociale et la Santé, sur le code du travail et mettent en danger l'égalité des citoyens devant la Justice avec les lois Perben-Sarkozy. D'autres privent la recherche des crédits nécessaires à son fonctionnement. N'oublions pas les inquiétudes de centaines de milliers de salarié-es du public menacées par la vague de privatisations gouvernementales (largement entamée pour La Poste et France Télécom, envisagée pour cet été en ce qui concerne EDF-GDF).

L'Education Nationale ne sera pas en reste avec la Loi d'orientation promise pour la rentrée prochaine. Le développement de la précarité, les coups récents portés à l'éducation spécialisée et à l'enseignement artistique, le sort désastreux promis aux TZR en donnant déjà un avant-goût amer. Les suppressions de postes, la mise en place des réseaux d'école, la réforme des diplômes (Licence, Master, Doctorat) ne peuvent que confirmer et amplifier nos craintes en ce qui concerne l'avenir du Service Public d'Education.

Nous sommes face à une véritable contre-révolution conservatrice qui a pour but de satisfaire les appétits du MEDEF, de l'OMC, des riches et des actionnaires, et de s'inscrire avec obéissance dans le cadre de l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services dont l'application est prévue dès le 1er janvier 2005) et donc du grand démantèlement du service public.

### Le 12 mars, pour quoi faire ? Et après ?

Le 12 mars 2004, il y a eu une première journée de grève dans l'Education Nationale à l'appel des syndicats CGT-FSU-CFDT-UNSA à laquelle l'assemblée générale de SUD Education Var avait décidé de s'associer sous différentes formes d'action (grève, manifestation, distribution de tract, assemblée générale). Dans les jours qui ont suivi cette grève, nous avons contacté l'ensemble des organisations syndicales de l'Education Nationale du département du Var pour leur proposer une rencontre afin d'envisager des actions unitaires (notamment contre la décentralisation et le transfert des personnels TOS aux collectivités territoriales). A ce jour, aucune

organisation ne nous a répondu, à l'exception de FO qui préparait une manifestation nationale contre la décentralisation le 1er avril, à laquelle se sont joints la CGT-ATOSS et la fédération des syndicats SUD Education. La FSU se dédouanait par une « journée d'action », le 7 avril, dont seuls quelques militants étaient informés...

### La stratégie de l'échec !

Mais voilà que le 25 mai (2 mois et demi après !!!), les mêmes organisations (FERC-CGT, SGEN-CFDT, FSU, UNSA-EDUCATION) appellent à une nouvelle journée de grève. Leur seule préoccupation semble être « comment faire pour perdre ? ». La stratégie des « temps forts » sans lendemain a payé : les salariés ont perdu sur les retraites. Au passage ils ont aussi, pour beaucoup, perdu l'envie de se battre. Quand, en mai-juin 2003, les grévistes criaient « grève générale », les micros hurlaient « tous ensemble ! ». **Oui, lorsque l'on perd, c'est tous ensemble !**

Face à ce gouvernement qui a ouvertement méprisé les grévistes de mai-juin 2003 nous ne gagnerons pas en nous limitant à des « journées d'actions » symboliques tout aussi inutiles qu'inefficaces ! C'est pourquoi l'assemblée générale SUD Education qui s'est tenue le 5 mai 2004 a décidé à l'unanimité de ne pas appeler à la grève le 25 mai !

Cependant plus que jamais, la lutte doit continuer. L'heure est à la construction d'un véritable mouvement unitaire de masse pour faire reculer ce gouvernement fer de lance de la barbarie ultra-libérale. C'est en s'inscrivant clairement dans cette perspective que nous pourrions inverser le processus de casse sociale en cours car nous sommes convaincus que nous ne pourrions pas gagner seuls !

**Ce n'est que dans un mouvement interprofessionnel unifié à la base, tous ensemble, salariés du privé comme du public, chômeurs, précaires et exclus, que nous pourrions construire un vrai rapport de force. De réelles perspectives de lutte restent le seul moyen pour regrouper tous les secteurs attaqués par ce gouvernement qui a compris qu'il doit diviser au maximum pour mieux régner.**

**C'est dans cette optique SUD Education Var invite toutes les personnes concernées à se joindre à l'initiative « K.O. à Cannes » qui se déroulera du 12 au 23 mai 2004 durant le festival de Cannes pour une convergence de toutes les luttes !**

**Il n'y a rien à attendre,  
(presque) tout à construire !**